Conformité de l'exclusion des droits de plaidoirie du champ de l'aide juridictionnelle

DROIT À UN RECOURS EFFECTIF DEVANT UNE JURIDICTION (Art.16
DDHC)

Olivier Bachelet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10860>

DOI : 10.4000/revdh.10860

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Olivier Bachelet , « Conformité de l'exclusion des droits de plaidoirie du champ de l'aide
juridictionnelle », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 06
décembre 2011, consulté le 09 février 2021 . URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10860> ; DOI :
<https://doi.org/10.4000/revdh.10860>

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2021 .

Tous droits réservés

Conformité de l'exclusion des droits de plaidoirie du champ de l'aide juridictionnelle

DROIT À UN RECOURS EFFECTIF DEVANT UNE JURIDICTION (Art.16 DDHC)

Olivier Bachelet

- 1 Par un arrêt du 21 septembre 2011, le Conseil d'État a transmis au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit des dispositions de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011 du 29 décembre 2010 ayant exclu les droits de plaidoirie de l'aide juridictionnelle (CE, 21 septembre 2011, n° 350371). Dans sa décision du 25 novembre 2011, **le Conseil déclare ces dispositions conformes au droit à un recours juridictionnel effectif tel qu'il se déduit de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.**
- 2 Destinés à financer une partie du régime de retraite des avocats, les droits de plaidoirie sont dus pour chaque représentation ou plaidoirie assurée par un avocat aux audiences de jugement de la plupart des juridictions judiciaires et administratives, y compris dans le cadre des procédures de référé. Ils sont également dus devant la Cour de cassation et le Conseil d'État, sauf pour les affaires dispensées du ministère d'avocat (décret n° 95-161 du 15 février 1995 relatif aux droits de plaidoirie et à la contribution équivalente). Or, l'on sait que, non seulement le Conseil constitutionnel (voir dernièrement : Cons. const. n° 2011-631 DC du 9 juin 2011, *loi relative à l'immigration*, cons. 88), mais aussi la Cour européenne des droits de l'Homme (voir, par exemple, à propos de la procédure de consignation : CEDH, 28 octobre 1998, *Aït-Mouhoub c. France*, n° 22924/93) veille à ce que **le coût d'une procédure juridictionnelle n'entrave pas de manière non nécessaire et disproportionnée le droit d'accès au tribunal.**
- 3 Pour déclarer les dispositions litigieuses conformes à la Constitution, les Sages affirment, dans une décision particulièrement brève, que « **les dispositions contestées qui excluent les droits de plaidoirie du champ de [l'aide juridictionnelle] ne**

méconnaissent pas, eu égard à leur faible montant, le droit au recours effectif devant une juridiction ». En effet, au moment où la QPC a été posée, le montant des droits de plaidoirie s'élevait à 8,84 euros. La modicité de cette somme ne constitue donc pas, selon les Sages, une réelle entrave dans le droit d'accès au juge.

- 4 Néanmoins, le Conseil ajoute qu'« *il appartient au pouvoir réglementaire, compétent pour fixer le montant de ces droits, de le faire dans une mesure compatible avec l'exigence constitutionnelle rappelée ci-dessus* ». Or, il est intéressant de souligner que, le jour même où a été rendue publique la décision commentée, était publié au *Journal officiel* le décret n° 2011-1634 du 23 novembre 2011 relatif aux droits de plaidoirie des avocats dont l'article 3 porte le **montant des droits de plaidoirie à 13 euros**. Sachant que cette somme est due lors de chaque intervention d'un avocat devant le juge, peut-on toujours considérer que le montant des droits de plaidoirie demeure modique ? Dans la mesure où il s'agit là d'une nouvelle disposition réglementaire, le Conseil constitutionnel ne pourra être à nouveau saisi de cette question. Il appartiendra donc aux juridictions ordinaires de se prononcer, en particulier sur le fondement de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, sachant que la Cour de Strasbourg affirme habituellement que « *le montant des frais, apprécié à la lumière des circonstances d'une affaire donnée, y compris la solvabilité du requérant et la phase de la procédure à laquelle la restriction en question est imposée, sont des facteurs à prendre en compte pour déterminer si l'intéressé a bénéficié de son droit d'accès au tribunal, ou si, en raison du montant des frais, l'accès à un tribunal a été restreint à un point tel que le droit s'en est trouvé atteint dans sa substance même* » (voir, notamment : CEDH, 24 mai 2006, *Weissman et autres c. Roumanie*, 24 mai 2006, n° 63945/00, § 37).
- 5 Notons que, si le décret du 23 novembre 2011 augmente le montant des droits de plaidoirie, il en réduit l'assiette puisqu'ils ne sont plus dus, dans les procédures comportant la tenue d'une audience à bref délai, lorsque l'avocat prête son concours à une personne bénéficiant de l'aide juridictionnelle totale. La liste des procédures concernées est fixée par un arrêté du 23 novembre 2011 également publié le 25 novembre 2011.
- 6 Pour finir, rappelons que la question des « *droits de timbre* » demeure d'actualité avec la création de la « *contribution pour l'aide juridique* » par l'article 54 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011. Ce texte a inséré dans le Code général des impôts un article 1635 bis Q aux termes duquel **la somme de « 35 € est perçue par instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale ou rurale devant une juridiction judiciaire ou par instance introduite devant une juridiction administrative »**. La Fédération Nationale des Unions de Jeunes Avocats a annoncé qu'une QPC relative à cette nouvelle disposition avait été transmise à la Cour de cassation le 10 novembre dernier. La lecture de la décision commentée combinée avec le fait que cette nouvelle « *contribution* » n'est pas due par les personnes bénéficiaires de l'aide juridictionnelle laisse dubitatif quant aux chances de succès d'une telle démarche.

*

- 7 **Conseil constitutionnel, Décision n° 2011-198 QPC du 25 novembre 2011, M. Albin R.**
[Droits de plaidoirie]